



## DOSSIER DE LANCEMENT

### Désamiantage et démolition Camp de BITCHE - CFIM 2e BB - Bât 0416 - GS BdD PBG - Projet n°2024-PCO001-034 - METZ CEDEX 1

N° d'Affaire : C24212385M0001

N° de Chrono : 1

Date de validation : 16-01-2025

Lieu d'intervention :

Désamiantage et démolition Camp de BITCHE -  
CFIM 2e BB - Bât 0416 - GS BdD PBG - Projet  
n°2024-PCO001-034  
CAMP DE BITCHE 57 230 BITCHE  
57044 METZ CEDEX 1

Coordonnateur :  
MARC DUPRE

Ce DL a été validé par :  
Marc DUPRE

## La Déclaration Préalable

L'opération que vous réalisez est de 1ère ou 2ème catégorie au sens du code du travail. Elle implique la rédaction et l'envoi par le maître d'ouvrage d'une déclaration préalable :

- à l'inspection du travail (D.R.E.E.T.S) ou à la D.R.E.A.L. ;
- au service prévention de la caisse d'assurance retraite et santé au travail (C.A.R.S.A.T.) ou de la caisse régionale d'assurance maladie (C.R.A.M.) ou de la mutualité sociale agricole (M.S.A.) ;
- à l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (O.P.B.T.P.).

Nous vous demandons de nous faire parvenir une copie de cette déclaration préalable pour mise à jour durant le chantier.

**Dans le cas où vous auriez omis de remplir cette obligation, vous trouverez ci-joint le CERFA de déclaration préalable, il convient de le compléter avant envoi.**

***RAPPELS DE LA RÉGLEMENTATION :** Code du travail - Article L4532-1. « Lorsque la durée ou le volume prévus des travaux d'une opération de bâtiment ou de génie civil excède certains seuils, le maître d'ouvrage adresse avant le début des travaux une déclaration préalable : 1° A l'autorité administrative ; 2° A l'organisme professionnel de santé, de sécurité et des conditions de travail prévu par l'Article L4111-6 dans la branche d'activité du bâtiment et des travaux publics ; 3° Aux organismes de sécurité sociale compétents en matière de prévention des risques professionnels. Le texte de cette déclaration, dont le contenu est précisé par arrêté ministériel, est affiché sur le chantier. Article R4532-3. « La déclaration préalable est adressée à l'inspecteur du travail et aux organismes mentionnés à l'article L. 4532-1 territorialement compétents au lieu de l'opération. Elle est adressée à la date de dépôt de la demande de permis de construire lorsque celui-ci est requis ou, lorsque celui-ci n'est pas requis, au moins trente jours avant le début effectif des travaux. Article L4744-2.- Le fait pour un maître d'ouvrage de ne pas adresser à l'autorité administrative la déclaration préalable prévue à l'article L. 4532-1 est puni d'une amende de 4 500 €.»*

## Contractualisation des Modalités pratiques de coopération avec le CSPS

Comme tout maître d'ouvrage, vous avez obligation de prévoir, dès les études d'avant projet, les modalités pratiques de coopération entre les différents intervenants et votre coordonnateur SPS. **Ces modalités doivent faire l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants dans l'opération, en application des dispositions du code du travail.**

Si vous avez déjà élaboré ces modalités de coopération, vous voudrez bien nous en adresser un exemplaire.

Dans le cas contraire, nous tenons à votre disposition un projet de ces modalités pratiques de coopération. Il vous appartient de les joindre aux contrats des différents intervenants (Maîtrise d'œuvre, OPC, Coordonnateur SPS, entrepreneurs) pour signature, et de nous en adresser un exemplaire.

Si, au cours de l'opération, il apparaissait nécessaire d'adapter, préciser ou compléter certaines de ces modalités pratiques, il vous sera possible de le faire par avenant aux différents contrats ou à l'occasion d'une mise à jour du Plan Général de Coordination SPS (PGC SPS).

*RAPPEL DE LA RÉGLEMENTATION : Code du travail - article R4532-6 « Afin notamment d'assurer au coordonnateur l'autorité et les moyens nécessaires au bon déroulement de sa mission, le maître d'ouvrage prévoit, dès les études d'avant-projet de l'ouvrage, la coopération entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur. Les modalités pratiques de cette coopération font l'objet d'un document joint aux contrats conclus avec les différents intervenants. »*

**DIFFUSION**

Destinataires	Raison Sociale	Nom du représentant	Coordonnées
MOE	ESID METZ CASERNE NEY	MARC SCHIRAR	marc.schirar@intradef.gouv.fr
MAITRISE_OUVRA GE	ESID METZ CASERNE NEY	BENOIT ARGANT	benoit.argant@intradef.gouv.fr